



Alexandra Flayols
est titulaire d'un
doctorat en économie de l'Université de Toulon.

Elle est économiste du marché du travail spécialisée dans l'inadéquation du marché du travail et dans la relation entre l'éducation et l'emploi en Tunisie, au Maroc et en France.

Elle a mené de nombreuses études sur le marché du travail et le système éducatif de ces pays et possède une connaissance approfondie de leurs défis sur le marché du travail. Alexandra a également de l'expérience avec des études sur l'emploi et l'inégalité salariale liée au genre et à la discrimination ethnique. Elle a publié dans des revues méditerranéennes et a participé à un travail collectif publié dans l'édition Harmattan.

Email: flayols.alexandra@gmail.com

Keywords : éducation, abandon scolaire, Maroc, jeunes, emploi rémunéré.

FEMISE

CMCI
2, rue Henri Barbusse
13241 Marseille Cedex 01
Téléphone : (33) 04 91 31 51 95
Fax : (33) 04 91 31 50 38
www.femise.org

Le rôle clé de l'éducation dans l'insertion professionnelle des jeunes de la région de Marrakech

par Alexandra Flayols

en collaboration avec : UNIVERSITÉ DE TOULON

1. Résumé

Les difficultés des jeunes marocains, tant au niveau de leur insertion professionnelle qu'au sein du système éducatif nous ont conduit à nous interroger sur les contraintes pouvant peser sur ces jeunes dans la poursuite de leurs études et leur accès à un emploi rémunéré. Nos résultats soulignent le rôle important de l'éducation secondaire dans l'accès à un emploi rémunéré. Cependant, beaucoup de jeunes abandonnent tôt leurs études. L'analyse des motifs d'arrêt des études est primordiale afin que les pouvoirs publics puissent mettre en place des mesures efficaces.

2. Introduction

De nombreuses réformes du système éducatif ont été menées depuis la fin de la décennie 80 au Maroc afin notamment de favoriser l'accès à l'éducation et ainsi rattraper une partie du retard par rapport aux pays développés tout en assurant une cohérence structurelle du système éducatif (Flayols, 2016). La hausse du niveau d'éducation a entraîné l'arrivée massive sur le marché du travail de jeunes plus diplômés que leurs aînés. La persistance et l'aggravation des difficultés d'insertion des jeunes sur le marché du travail au cours de la dernière décennie ont généré un malaise profond entre la jeunesse, notamment les plus diplômés, et la société. Cette exclusion économique s'est par ailleurs renforcée d'un sentiment d'exclusion sociale et politique plus aiguë. En conséquence, l'écart générationnel vis-à-vis des adultes et des autorités publiques, encore ancrées dans un schéma traditionnel, s'est rapidement creusé, jusqu'à la fracture pour des pays comme la Tunisie et l'Égypte.

Le Maroc ne semble donc pas être en mesure d'absorber cette main d'œuvre qualifiée de plus en plus importante. On peut également observer certaines lacunes dans le système éducatif qui nous poussent à nous interroger quant à l'existence de difficultés en amont de l'insertion professionnelle et qui pourraient impacter cette dernière. Cette problématique apparaît comme d'autant plus importante que le gouvernement actuel est vivement critiqué quant à sa politique en matière d'éducation. En outre, les différentes lacunes du système éducatif remettent en cause sa rentabilité réduisant par là même le potentiel de développement économique marocain.

Dans ce Policy Brief, nous utilisons les données d'une enquête originale sur les attentes de la jeunesse marocaine réalisée dans la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz (MTH). Nous étudions dans quelles mesures l'accès au cycle secondaire est déterminant dans les parcours professionnels des jeunes notamment dans l'accès à un emploi rémunéré. Nous analysons également les motifs principaux d'arrêt des études des jeunes afin d'identifier les profils des décrocheurs et ainsi cibler et orienter les mesures de politiques publiques à mettre en œuvre qui pourraient in fine favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés.

3. Méthodologies et résultats

Notre analyse se focalise sur deux axes de recherche à savoir, l'insertion professionnelle des jeunes marocains et les principaux motifs d'arrêt de la scolarité de ces jeunes. Avec un taux de chômage de 23% (HCP, 2017), la situation professionnelle des jeunes diplômés du supérieur est très préoccupante. Notre analyse se focalise sur les emplois rémunérés car nous admettons l'hypothèse qu'ils participent plus à l'autonomisation, notamment financière, des jeunes et qu'à moyen long terme cela constitue le meilleur chemin pour une pérennisation de la participation au marché du travail.

Malgré les réformes entreprises depuis la fin des années 80 afin de favoriser l'accès à l'éducation ainsi que de rattraper une partie du retard par rapport aux pays développés le Maroc connaît d'importants taux d'abandons notamment au niveau secondaire (16%, UNESCO 2015). La situation de la région MTH est encore plus préoccupante avec un taux d'abandon de 15% (DSSP, 2013) en primaire indiquant un problème spécifique pour les jeunes de cette région.

Nos travaux de recherche estiment conjointement la probabilité d'être au moins au collège et celle d'être en parcours dominé par l'emploi rémunéré ou avec une alternance entre une situation de chômage et d'emploi. Nous cherchons aussi à identifier les principaux motifs d'abandon des études des jeunes. Nous utilisons des données de l'enquête sur les attentes de la jeunesse marocaine menée par l'OCEMO (2013). Il s'agit de la première (et seule à ce jour) enquête régionale de cette ampleur auprès de plus de 1330 jeunes âgés de 15 à 34 ans de la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz (MTH). Notre étude nous a permis de mettre en évidence l'importance de l'accès à un niveau d'éducation secondaire pour les femmes. Plus précisément :

- Toutes choses égales par ailleurs, **une femme avec un niveau d'éducation au moins égal au secondaire a 1,7 fois plus de chance d'avoir accès à un emploi rémunéré qu'une femme n'ayant pas atteint ce niveau.**
- Notre estimation confirme également les inégalités importantes entre les ruraux et les urbains quant à l'accès à un niveau d'éducation secondaire et plus. Si cette inégalité territoriale concerne aussi les hommes, les femmes en sont les premières victimes. Elles ont, toutes choses égales par ailleurs, **1,4 fois moins de chance d'avoir accès à un niveau d'éducation secondaire que les femmes en milieu urbain.**
- En revanche, concernant l'accès à un parcours orienté vers un emploi rémunéré le genre est une variable très fortement déterminante. **Les femmes, quel que soit le lieu de résidence, ont une probabilité nettement plus faible que les hommes d'avoir un emploi rémunéré.** Ainsi, les femmes vivant en milieu urbain ont, toutes choses égales par ailleurs, moins de chances d'accéder à un emploi rémunéré que les hommes vivant en milieu rural.
- Un autre résultat important concerne l'impact positif du niveau d'éducation de la mère sur la probabilité des jeunes de poursuivre leurs études au secondaire et au-delà ; cet effet positif est nettement plus fort pour les femmes.

L'analyse des motifs d'arrêt des études des jeunes dans la région MTH apporte un éclairage sur les contraintes pouvant peser sur les jeunes. Les arrêts scolaires en raison de l'éloignement de l'école ou d'autres motifs involontaires concernent, toutes choses égales par ailleurs, plus souvent les femmes. En outre, les jeunes vivants en milieu rural ont également une probabilité plus importante d'arrêter leurs études en raison de l'éloignement de l'école.

L'effet du niveau de scolarité permet de constater que les jeunes ayant atteint le niveau lycée sont, toutes choses égales par ailleurs, moins sensibles aux arrêts involontaires que les jeunes ayant arrêté avant leur scolarité. Les jeunes ayant arrêté en primaire déclarent plus souvent la lassitude comme principal motif d'arrêt de la scolarité.

4. Conclusion

Nos résultats confirment les inégalités importantes entre les ruraux et les urbains quant à l'accès à un niveau d'éducation secondaire et plus. Les femmes en sont les premières victimes. Des progrès au niveau de l'accès à l'éducation des filles ont été réalisés pour le primaire, mais le niveau secondaire qui nécessite généralement des déplacements plus importants constitue un palier difficile à franchir pour les jeunes filles en milieu rural (Flayols, 2016). Les jeunes hommes ont pu, pour une forte majorité, dépasser ce seuil et leur accès à l'emploi dépend de facteurs extérieurs au contexte étudié ici. L'impact positif du niveau d'éducation de la mère souligne que l'amélioration de l'accès des jeunes filles à des niveaux d'études supérieurs au secondaire permettrait d'avoir un double effet positif sur la probabilité des femmes d'accéder à un emploi rémunéré. D'abord, améliorer le niveau d'éducation des jeunes femmes permettrait d'augmenter leur probabilité d'accès à un emploi. Ensuite, la probabilité que leurs enfants, notamment les jeunes filles, poursuivent leurs études augmente. Il est donc possible d'impulser une dynamique générationnelle positive.

Concernant les principaux motifs d'arrêts des études, les jeunes citent en priorité les raisons financières (23%), la lassitude (22%) et l'éloignement de l'école (12%, OCEMO 2013). Si le premier motif devient plus important avec le niveau d'éducation, les deux derniers sont les plus cités pour les jeunes avec un niveau d'éducation du primaire. Comme nous l'avons souligné, le seuil pour les abandons involontaires se situe au niveau secondaire. Ainsi, pour arriver jusqu'au lycée les jeunes ont généralement dépassé les obstacles liés à ces trois motifs. Notons que la lassitude pourrait traduire une remise en question de la qualité de l'éducation marocaine que des études ont déjà soulignée (Conseil supérieur de l'enseignement, de la formation et de la recherche scientifique, 2014 ; Flayols, 2016).

Il est également important de noter que certains motifs d'arrêt des études impactent plus souvent les femmes d'autant plus lorsqu'elles vivent en milieu rural. L'éloignement de l'école concerne ainsi

19% des femmes en milieu rural contre 12% des hommes. Soulignons également l'importance de l'intervention des parents dont le poids est particulièrement important pour les jeunes femmes notamment en milieu rural (13% contre 4% des hommes, OCEMO 2013).

Enfin, nos résultats soulignent que les motifs d'arrêt des études sont plus souvent involontaires pointant ainsi l'existence de barrières à la poursuite des études qui, n'étant pas du ressort des individus peuvent, dans une certaine mesure, être corrigées par des actions ciblées des pouvoirs publics.

5. Implications et recommandations

Les difficultés d'insertion des jeunes marocains (15-34 ans) qui connaissent un taux de chômage élevé (20%, HCP 2017) représentent un défi particulièrement important puisqu'il menace la cohésion sociale en vigueur qui pourrait ne pas résister à une dégradation des conditions de vie des jeunes consécutive à une exclusion de longue durée du marché du travail. Contrairement à ce que l'on peut observer dans les pays développés, **le diplôme ne semble pas constituer une protection contre le chômage au Maroc. Cependant, nos résultats soulignent le rôle de l'éducation secondaire dans l'accès à un emploi rémunéré.** Ce résultat à priori contradictoire peut avoir plusieurs explications. Tout d'abord, une dynamique moins forte de la demande de diplômés du secteur privé qui jusque dans les années 90 était le principal employeur des travailleurs qualifiés

marocains. Ensuite, le secteur privé qui n'a pas été en mesure d'instaurer à son tour une dynamique positive suffisamment important pour absorber cette main d'œuvre qualifiée. Enfin, une inadéquation entre les formations proposées dans le système éducatif et les besoins du marché du travail peut également contribuer aux difficultés des jeunes sur le marché du travail.

1. Il apparaît nécessaire que le Maroc définitise clairement les exigences des secteurs socio-économiques en termes de compétences et de qualifications afin de réorienter les politiques éducatives et le fonctionnement des systèmes de formation en conséquence. **Les pouvoirs publics pourraient alors élargir leur offre de formation, notamment professionnelle, et favoriser les partenariats avec les entreprises locales.**

2. Notre étude a également mis en avant des difficultés propres au système éducatif marocain. **L'amélioration des conditions d'étude et de la pédagogie pourrait donc être une solution** pour lutter contre les abandons précoces en primaire, problème particulièrement important pour la région. Dans un pays où les classes sont souvent surchargées (DSSP, 2014), l'ouverture de nouvelles classes permettrait ainsi un meilleur encadrement des jeunes. Bien que la problématique de la langue d'apprentissage (Flayols, 2016) ne soit pas fondamentale au niveau primaire et secondaire, une harmonisation de la langue d'enseignement apparaît nécessaire afin de maintenant la cohérence du système éducatif.

3. Selon nos résultats, afin de réduire le taux d'abandon les pouvoirs publics doivent fournir un effort à la fois sur le primaire et sur le collège. De plus, **les mesures des pouvoirs publics devraient se focaliser sur les jeunes filles notamment en milieu rural** dont l'accès et la poursuite des études sont plus contraint. Le développement des infrastructures scolaires en milieu rural et/ou le développement des transports des écoliers serait une solution.

Références

Bernard, Pierre-Yves et Michaut, Christophe, 2016, « Les motifs de décrochages par les élèves. Un révélateur de leur expérience scolaire. », Revue Éducation & formations, No.90, 95-112.

Conseil supérieur de l'enseignement, de la formation et de la recherche scientifique, 2014, « La mise en œuvre de la Charte nationale d'éducation et de formation 2000-2013 : acquis, déficits et défis ».

Flayols, Alexandra, 2016, « L'éducation au Maroc et en Tunisie : enjeux et perspectives après un quart de siècle d'évolutions rapides », In Axe Civilisations et sociétés euro-méditerranéennes et comparées (Toulon) et Université de Toulon et du Var (Éd.), Les échanges dans l'espace euro-méditerranéen: formes et dynamiques (p. p.183-208), Paris: l'Harmattan.

Mansuy, Michèle, 2015, « L'emploi des jeunes ruraux : aides familiaux d'abord », No. 02, OCEMO débats, Office de coopération économique pour la méditerranée et l'orient.

Voirol-Rubido, Isabel et Hanhart, Siegfried, 2015, « Face aux mutations des marchés de l'emploi, quelles politiques de formation ? », Revue française de pédagogie, No.192, 5-10.

FEMISE MED BRIEF

FEMISE est un réseau Euromed créé en juin 2005 en tant qu'organisation non-gouvernementale (ONG) à but non lucratif après 8 années de fonctionnement.

Le FEMISE est coordonné par le Economic Research Forum (Le Caire, Égypte) et l'Institut de la Méditerranée (Marseille, France) et regroupe plus de 100 membres d'instituts de recherche économique, représentant les 37 partenaires du Processus de Barcelone.

Ses principaux objectifs sont:

- de contribuer au renforcement du dialogue sur les questions économiques et financières dans le partenariat euro-méditerranéen, dans le cadre de la politique européenne de voisinage et de l'Union pour la Méditerranée,*
- d'améliorer la compréhension des enjeux prioritaires dans les domaines économique et social et leurs répercussions sur les partenaires méditerranéens dans le cadre de la mise en œuvre des accords d'association et des plans d'action de l'UE,*
- de consolider les partenaires du réseau d'instituts de recherche qui ont la capacité d'interactions Nord-Sud et Sud-Sud, tout en mettant en œuvre un transfert de savoir-faire et de connaissances entre les membres du réseau.*

Tous les policy briefs FEMISE sont disponibles sur notre site web:

www.femise.org



Le policy brief a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne dans le cadre du programme FEMISE. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

FEMISE MED BRIEF

FEMISE MED BRIEF